

# Conditions d'utilisation de la plateforme « Doog »

Version du 18 juin 2018

## Préambule

Les présentes conditions d'utilisation (ci-après, « **CGU** ») régissent l'utilisation et le fonctionnement de la plateforme de services « Doog » (ci-après, « **Doog** ») par ses utilisateurs (ci-après, « **Utilisateurs** »). Doog a été créée et est opérée par la société DOOGAPP, SAS au capital de 30.000€, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 819 811 001, et domiciliée au 62 rue de Monceau, 75008 Paris (ci-après dénommée « **DoogApp** »).

## ARTICLE 1. DÉFINITIONS

Les termes ci-dessous devront avoir les significations suivantes :

**Bien** : tout bien meuble et matériel qui peut faire l'objet sur Doog d'une Offre de Location Visible par un Propriétaire, à l'exclusion des Biens Interdits.

**Biens Interdits** : désigne tous les biens dont la location est interdite sur Doog et à savoir, les immeubles, les meubles nécessitant l'obtention d'un permis ou une licence, les armes, les biens corporels ou d'origine corporelle ainsi que les animaux, drogues, médicaments, aliments, les humains, livres, dvd, cd, logiciels ou tous autres supports protégés par des droits de propriété intellectuelle pour lesquels le Propriétaire n'est pas titulaire des droits l'autorisant à procéder à la publication d'une Offre de Location Visible ainsi que les biens immatériels.

**Caution** : désigne le montant indiqué dans l'Offre de Location Visible qui peut être exigé par le Propriétaire en sus du Prix de la Location afin de couvrir les éventuels dommages qui pourraient être causés à son Bien au cours d'un Contrat de Location.

**Commission** : désigne le pourcentage proportionnel au Prix de la Location fixé par le Propriétaire en vertu d'un Contrat de Location et qui revient à DoogApp en contrepartie des services de mise en relation offerts aux Utilisateurs, des frais de paiement, de gestion et d'assurance.

**Compte Utilisateur** : espace privé de l'Utilisateur sur Doog depuis lequel l'Utilisateur peut accéder aux fonctionnalités de Doog.

**Contrat de Location** : convention entre le Propriétaire et le Locataire faisant naître, au moment de la Confirmation et sous réserve du paiement du Prix de la Location par le Locataire, (i) l'obligation de transfert de la jouissance de la chose par le Propriétaire au Locataire pour une durée déterminée et convenue entre le Propriétaire et le Locataire et (ii) l'obligation pour le Locataire de payer au Propriétaire le Prix de la Location convenu.

Demande de Location : désigne la demande expédiée via Doog par un Locataire à un Propriétaire afin d'exprimer son intérêt de louer le Bien proposé dans une Offre de Location Visible.

Locataire : tout Utilisateur ayant valablement créé et activé un Compte Utilisateur prenant un Bien en location via Doog et remplissant l'ensemble des étapes pour aboutir à la conclusion définitive d'un Contrat de Location.

Offre de Location Visible : désigne une offre de location d'un Bien éditée par un Propriétaire dont le récapitulatif est accessible depuis son Compte Utilisateur, satisfaisant l'ensemble des éléments de l'ARTICLE 4 et publiée sur Doog.

Prix de la Location : désigne le prix total à payer par le Locataire en vertu d'un Contrat de Location donné. Ce prix comprend le prix indiqué par le Propriétaire sur l'Offre de Location Visible, les éventuels frais de livraison ainsi que la Commission.

Propriétaire : tout Utilisateur ayant valablement créé et activé un Compte Utilisateur et proposant au moins une Offre de Location Visible sur Doog.

Revenu : désigne le montant reçu par le Propriétaire qui correspond au Prix de la Location d'un Contrat de Location duquel est déduit le montant de la Commission.

Utilisateur : désigne toute personne physique répondant aux conditions énoncées à l'ARTICLE 3, et notamment les Propriétaires et Locataires, ayant téléchargé et installé Doog sur son smartphone en vue de créer un Compte Utilisateur.

Confirmation : désigne le moment où le Locataire ayant émis une Demande de Location acceptée par un Propriétaire confirme définitivement sa volonté de louer le Bien et d'être lié au Propriétaire par un Contrat de Location et de payer le Prix de la Location.

## ARTICLE 2. FONCTIONNALITÉS DE DOOG

Doog est une plateforme de mise en relation entre particuliers Propriétaires et Locataires, dont l'accès est réservé aux Utilisateurs et sur laquelle les Propriétaires peuvent proposer des Biens à la location à des Locataires.

DoogApp intervient comme intermédiaire dans les relations entre un Propriétaire et un Locataire. DoogApp ne devient pas propriétaire des Biens publiés sur Doog ni n'intervient en tant que partie dans les transactions entre Propriétaires et Locataires.

En conséquence, DoogApp n'exerce aucun contrôle, que ce soit a priori ou a posteriori d'un Contrat de Location, sur la qualité des Biens, la véracité, le sérieux ou l'exactitude des Offres de Location Visibles ou encore la capacité des Propriétaires à louer ou leur titularité sur les Biens. DoogApp ne garantit pas non plus que le Propriétaire et le Locataire concluront un Contrat de Location.

## ARTICLE 3. ACCÈS ET INSCRIPTION À DOOG

### 1.1. Conditions d'éligibilité à Doog

La création d'un Compte Utilisateur et l'utilisation de Doog sont réservés aux personnes physiques de plus de 15 ans, agissant à titre personnel à des fins n'entrant pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale et disposant :

- i D'un téléphone mobile de type smartphone, IOS, Android, compatible avec les exigences techniques requises pour utiliser Doog ;
- ii D'une adresse mail active ;
- iii D'une adresse postale en France.

**A toutes fins utiles, il est rappelé que dans le cas où un professionnel se présente de manière trompeuse comme un consommateur afin de se créer un Compte Utilisateur, celui-ci encourt deux ans d'emprisonnement et une amende de 300 000 euros.** Etant considéré que le montant de l'amende peut être porté, de manière proportionnée aux avantages tirés du délit, à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel, calculé sur les trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date des faits, ou à 50 % des dépenses engagées pour la réalisation de la publicité ou de la pratique constituant ce délit.

### 1.2. Procédure d'inscription

La création d'un Compte Utilisateur sur Doog s'effectue via le smartphone de l'Utilisateur après avoir téléchargé Doog ou depuis un terminal permettant d'accéder à la plateforme web Doog.

Afin de créer un Compte Utilisateur, l'Utilisateur devra saisir son adresse email, choisir un mot de passe et le cas échéant, renseigner les autres informations qui lui sont demandées.

L'Utilisateur se voit également proposer la possibilité d'utiliser la fonction Facebook Connect afin de créer son Compte Utilisateur, dans ce cas, Doog peut accéder à certaines informations du compte Facebook de l'Utilisateur et notamment son email, prénom, nom, photo de profil et civilité. Une autorisation d'accéder aux données de profil de l'Utilisateur est demandée par Facebook.

En tout état de cause et afin de valider le processus de création du Compte Utilisateur, l'Utilisateur devra prendre connaissance des CGU et les accepter.

### 1.3. Mot de passe / Sécurité

Le mot de passe de l'Utilisateur pour accéder à son Compte Utilisateur est strictement personnel et confidentiel. Le mot de passe choisi par l'Utilisateur doit être suffisamment sécurisé et répondre aux exigences de sécurité imposées sur Doog.

L'Utilisateur doit tenir son mot de passe secret et s'engage à ne pas le partager, communiquer ou transférer à quiconque.

L'Utilisateur reconnaît être seul responsable de toutes les utilisations de son mot de passe et de son Compte Utilisateur et que l'ensemble des opérations effectuées depuis son Compte Utilisateur sont réputées être de son fait.

L'Utilisateur peut choisir de modifier son mot de passe à tout moment depuis son Compte Utilisateur ou renouveler son mot de passe en cas d'oubli en suivant les consignes qui lui sont fournies.

En cas de vol, de détournement ou d'utilisation frauduleuse de son mot de passe, de son Compte Utilisateur ou de son smartphone, l'Utilisateur peut bloquer l'usage de son Compte Utilisateur en demandant la suppression de son compte ou la réinitialisation de son mot de passe par email à l'adresse suivante : [help@doog.me](mailto:help@doog.me).

En cas de survenance de l'une des situations décrite au paragraphe précédent, DoogApp ne saurait être tenue pour responsable, en l'absence de signalement par l'Utilisateur, des conséquences dommageables de l'utilisation de son mot de passe ou de son Compte Utilisateur par une personne non autorisée.

#### ARTICLE 4. PUBLIER UNE ANNONCE PORTANT SUR UN BIEN

Afin de proposer un Bien à la location, le Propriétaire doit publier une offre de location sur Doog.

Le Propriétaire a la possibilité de désactiver une Offre de Location Visible afin de la rendre invisible pour les Locataires et de la réactiver à tout moment.

Une offre de location est dite visible (« **Offre de Location Visible** ») à compter du moment où le Propriétaire finalise l'ensemble des étapes de la procédure sur Doog.

Au cours de cette procédure, le Propriétaire :

- peut paramétrer une Caution du montant qu'il souhaite. **Le Propriétaire comprend que s'il fixe un montant de Caution égal à zéro ou d'un montant sans rapport avec l'évaluation de son Bien, il risque de ne bénéficier d'aucune indemnité ou d'une indemnité dérisoire en cas de vol de son Bien ou, dans les conditions de l'article 6.3. ci-dessous, en cas de dommage, perte, altérations ou dysfonctionnement causés à son Bien au cours du Contrat de Location.**
- s'engage à indiquer de manière exacte les éléments de localisation de son Bien, étant considéré que ceux-ci conditionnent la localisation approximative du Bien et donc les résultats de recherche ou notifications adressés aux Utilisateurs.

A l'issue de la procédure, l'offre de Bien ne deviendra une Offre de Location Visible que si elle satisfait aux conditions de l'ARTICLE 10 ci-dessous et est validée par Doog.

## ARTICLE 5. ENVOYER UNE DEMANDE DE LOCATION

Afin d'envoyer une Demande de Location, le Locataire est tenu de fournir certaines informations sur Doog.

De plus, afin de procéder à la Confirmation d'une Demande de Location, le Locataire devra fournir des coordonnées bancaires valables, et garantit leur exactitude et leur validité pendant toute la durée du Contrat de Location, afin d'être en mesure de procéder au paiement du Prix de la Location.

## ARTICLE 6. CONTRAT DE LOCATION

DoogApp met à la disposition des Propriétaires et des Locataires les moyens de conclure un Contrat de Location portant sur un Bien.

DoogApp n'intervient à aucun moment dans l'exécution du Contrat de Location et ne peut être considéré comme une partie au Contrat de Location.

### 1.4. Conclusion du Contrat de Location

Afin de conclure un Contrat de Location, le Locataire est invité à envoyer une ou plusieurs Demande(s) de Location à un ou plusieurs Propriétaire(s).

Lorsque le Propriétaire reçoit une Demande de Location, celui-ci est libre de l'accepter ou non. Avant d'accepter une Demande de Location, le Propriétaire s'engage à s'assurer que son Bien est disponible et qu'il peut entièrement répondre aux conditions de la Demande de Location, notamment s'agissant des conditions de remise du Bien souhaitées par le Locataire. A cet effet, le Propriétaire est invité à échanger avec le Locataire via Doog avant d'accepter sa Demande de Location.

Lorsque le Propriétaire accepte la Demande de Location d'un Locataire, il comprend qu'il est engagé dans les conditions de l'article 7.3.1.b ci-dessous.

Une fois qu'un Propriétaire a accepté une Demande de Location, le Locataire en est informé dans les meilleurs délais.

Le Locataire peut alors choisir de procéder ou non à la Confirmation de sa Demande de Location. Si le Locataire procède à la Confirmation, le Propriétaire en est immédiatement informé et le Contrat de Location est conclu, sous réserve du paiement du Prix de la Location par le Locataire.

Le Propriétaire comprend que tant que le Locataire n'a pas procédé à la Confirmation de sa Demande de Location, le Bien proposé dans l'Offre de Location Visible continue à apparaître comme disponible via Doog et le Propriétaire peut continuer à recevoir des Demandes de Location de la part d'autres Locataires.

Toutefois, dès réception du paiement du Prix de la Location intervenant suite à une Confirmation par un Locataire, toutes les Demandes de Location émises par d'autres Locataires portant sur les mêmes dates et sur la même Offre de Location Visible seront annulées.

## 1.5. Remise du Bien et état des lieux

La remise du Bien en vertu du Contrat de Location se déroule selon les conditions choisies entre le Propriétaire et le Locataire.

DoogApp met à disposition du Propriétaire et du Locataire, via Doog, une procédure leur permettant de réaliser un état des lieux d'entrée du Bien et de procéder à la signature électronique de cet état des lieux et des conditions de la location.

Il incombe au Propriétaire et au Locataire de vérifier que les informations sont exactes et conformes à la réalité au fur et à mesure de leur saisie et de leur validation.

A l'issue de la procédure, un récapitulatif du Contrat de Location comprenant cet état des lieux est envoyé par email au Propriétaire et au Locataire et a valeur de preuve entre eux.

Par ailleurs, le Locataire est informé qu'il pourra être amené à présenter des documents d'identification tel que sa pièce d'identité ou sa carte bancaire afin que le Propriétaire puisse vérifier son identité.

**Le respect des étapes et des procédures de vérification décrites ci-dessus relève de la responsabilité du Propriétaire et du Locataire, en particulier l'exactitude et l'exhaustivité de l'état des lieux. Ces derniers comprennent qu'en l'absence de respect de cette procédure ou si les informations fournies ne sont pas correctes, le Contrat de Location ne sera pas couvert par l'assurance décrite à l'ARTICLE 12 ci-dessous.**

## 1.6. Restitution du Bien

### a. Conditions de la restitution du Bien

DoogApp met à disposition du Locataire et du Propriétaire une procédure permettant de réaliser un état des lieux de sortie du Bien et de procéder à la signature électronique de cet état des lieux de sortie.

Les dommages, altérations, dysfonctionnements du Bien apparus au cours du Contrat de Location devront être inscrits sur l'état des lieux de sortie.

La signature électronique de l'état des lieux de sortie par le Locataire met fin au Contrat de Location et déclenche le transfert du Revenu au bénéfice du Propriétaire dans les conditions de l'article 7.3. ci-dessous.

### b. Dommage, altération ou dysfonctionnement causé au Bien

En cas de dommage, altération ou dysfonctionnement causé au Bien au cours du Contrat de Location, le Locataire et le Propriétaire devront s'accorder de bonne foi sur le montant d'une indemnité permettant d'indemniser le Propriétaire pour le préjudice subi

par son Bien, dans la limite du montant maximal de la Caution fixée par le Propriétaire, et communiquer ce montant via Doog.

Dans ce cas, le montant sur lequel le Locataire et le Propriétaire se sont accordés sera automatiquement débité au Locataire.

En cas de désaccord persistant plus de 10 (dix) jours après la fin du Contrat de Location entre le Locataire et le Propriétaire sur le montant de cette indemnité :

- Le Locataire et le Propriétaire pourront prendre contact avec DoogApp qui tranchera sur le montant de la réparation à prendre en compte, dans la limite maximale du montant de la Caution fixée par le Propriétaire. Dans ce cas, le Locataire et le Propriétaire admettent de ne pas contester le montant fixé par DoogApp.
- Lorsque le montant de la Caution est supérieur à 50 (cinquante) euros, le Locataire peut décider d'actionner l'assurance dans les conditions décrites à l'ARTICLE 12 ci-dessous.

#### c. Retard dans la restitution du Bien

Dans le cas où le Locataire ne restitue pas le Bien à la date et à l'heure convenue dans le Contrat de Location, les pénalités suivantes seront applicables :

- Lorsque le retard est inférieur à 24 (vingt-quatre) heures à compter de la date et de l'heure de restitution convenue dans le Contrat de Location, le Locataire sera débité :
  - d'un montant égal au prix journalier tel qu'indiqué dans le Contrat de Location, **et**
  - de la somme forfaitaire de 1 (un) euro.
- Lorsque le retard est supérieur à 24 (vingt-quatre) heures à compter de la date et de l'heure de restitution convenue dans le Contrat de Location, le Locataire sera débité :
  - d'un montant égal à deux fois le prix journalier tel qu'indiqué dans le Contrat de Location pour chaque tranche de 24 (vingt-quatre) heures entamée depuis la fin du Contrat de Location, **et**
  - de la somme forfaitaire de 5 (cinq) euros par jour de retard.
- Au-delà du 6ème jour de retard soit 144 (cent quarante-quatre) heures à compter de la date et de l'heure de restitution convenue dans le Contrat de Location, le Locataire sera débité :
  - d'un montant égal à neuf fois le prix journalier tel qu'indiqué dans le Contrat de Location pour chaque tranche de 24 (vingt-quatre) heures entamée depuis la fin du Contrat de Location, **et**
  - De la somme forfaitaire de 21 (vingt et un) euros par jour de retard, **et**
  - Du montant intégral de la Caution sans aucune possibilité de remboursement.

Les pénalités prévues ci-dessous interviennent sans préjudice de la possibilité pour le Propriétaire d'exercer toutes les voies de recours dont il dispose à l'encontre du Locataire.

### **7.3.1. Annulation d'un Contrat de Location**

#### **a. Annulation par le Locataire**

Le Locataire a la possibilité d'annuler le Contrat de Location dans les conditions suivantes :

- En cas d'annulation du Contrat de Location plus de 24 (vingt-quatre) heures avant la date et l'heure de début du Contrat de Location, le Locataire se verra rembourser le Prix de la Location correspondant à ce Contrat de Location moins des frais de services d'un montant de 1 (un) euro. Dans ce cas, le Propriétaire sera informé de l'annulation du Contrat de Location dans les meilleurs délais ;
- En cas d'annulation du Contrat de Location moins de 24 (vingt-quatre) heures avant la date et l'heure de début du Contrat de Location, le Locataire sera redevable de l'intégralité du Prix de la Location et aucun remboursement ne pourra être exigé. Dans ce cas, le Propriétaire sera informé de l'annulation du Contrat de Location dans les meilleurs délais et percevra l'intégralité du Prix de la Location.

#### **b. Annulation par le Propriétaire**

##### **1. Annulation par le Propriétaire après la Confirmation de la Demande de Location**

En cas d'annulation du Contrat de Location par le Propriétaire, ce dernier sera redevable d'une somme forfaitaire au titre des frais d'annulation de 1(un) euro qui sera retenue par DoogApp sur le Revenu perçu par le Propriétaire lors du prochain Contrat de Location conclu sur Doog.

DoogApp remboursera au Locataire la totalité du Prix de la Location. Néanmoins, si l'annulation du Contrat de Location a eu lieu moins de 24 (vingt-quatre) heures avant son début, il est vivement conseillé au Locataire de laisser un commentaire sur le Propriétaire afin de l'indiquer à la communauté.

##### **2. Annulation par le Propriétaire avant la Confirmation de la Demande de Location**

Si le Propriétaire annule son acceptation d'une Demande de Location avant que le Locataire ait procédé à la Confirmation de la Demande de Location de sa Demande de Location, il ne sera redevable d'aucune pénalité.



## **ARTICLE 7. FRAIS D'UTILISATION DE DOOG**

### **1.7. Dispositions générales**

Les éventuels frais de connexion et d'accès à internet facturés par les fournisseurs d'accès internet permettant d'accéder à Doog sont à la charge des Utilisateurs. Il en est de même des éventuels coûts de téléphone facturés par son opérateur de téléphonie lorsqu'il utilise Doog, en particulier dans le cadre des échanges entre un Locataire et un Propriétaire.

### **1.8. Utilisation de Doog par le Locataire**

Lorsque le Locataire souscrit un Contrat de Location, sauf remise commerciale exceptionnelle, opérations spéciales ou offres de parrainage, il est tenu de payer l'intégralité du Prix de la Location au moment de la Confirmation de la Demande de Location. Le paiement du Prix de la Location par le Locataire s'effectue via une plateforme de paiement sécurisée dans les conditions prévues par cette plateforme et que le Locataire accepte au moment de la création de son Compte Utilisateur.

### **1.9. Utilisation de Doog par le Propriétaire**

La publication par le Propriétaire d'une Offre de Location Visible est gratuite.

Lorsqu'un Propriétaire conclut un Contrat de Location avec un Locataire, et sauf remise commerciale exceptionnelle, opérations spéciales ou offres de parrainage, il est redevable à l'égard de DoogApp d'une Commission égale à 20% du Prix de la Location. Cette Commission constitue la contrepartie de l'utilisation de Doog par le Propriétaire.

A cet égard, le Propriétaire est tenu de fournir des coordonnées bancaires exactes afin de recevoir le paiement du Revenu. A défaut de fourniture de coordonnées bancaires exactes, le Propriétaire comprend qu'il ne pourra recevoir le Revenu et que DoogApp ne saurait en être responsable.

Le Paiement au Propriétaire du Revenu intervient dans les 3 à 5 jours ouvrés à compter de la fin du Contrat de Location.

## **ARTICLE 8. SYSTÈME DE NOTATION**

Afin d'assurer la qualité des Biens en Location sur Doog, DoogApp met à disposition des Utilisateurs un système de notation qui permet aux Locataires et Propriétaires d'évaluer, selon les cas, le Locataire ou le Propriétaire, ainsi que le Bien objet du Contrat de Location.

Les Propriétaires comprennent que la mise en avant de leur Offre de Location Visible sur Doog peut tenir compte de la notation qu'ils ont ainsi obtenue.

## ARTICLE 9. FONCTIONNEMENT DU CLASSEMENT DES OFFRES

L'Utilisateur dispose de nombreuses options de recherche qui permettent de classer les résultats des Offres de Locations Visibles par catégorie, localisation ou sur d'autres critères. Si aucune option n'est choisie, les Offres de Location Visibles sont affichées par défaut en fonction de leur proximité avec l'emplacement de l'Utilisateur ou sauf opposition de la part de l'Utilisateur sur la base de ses centres d'intérêts qui peuvent être déterminés sur la base de ses critères de recherche.

Par ailleurs, nous optimisons constamment nos services pour offrir la meilleure expérience possible aux Utilisateurs ce qui peut nous amener à tester de manière ponctuelle et sur une durée limitée d'autres algorithmes d'ordres de classement par défaut.

## ARTICLE 10. CONTENUS ILLICITES

DoogApp agit, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'Économie Numérique n°2004-575, en qualité d'hébergeur à l'égard des Offres de Locations Visibles et plus généralement de tout contenu publié par un Utilisateur sur Doog. A ce titre, DoogApp n'est tenu à aucune obligation générale de surveillance des informations transmises via DoogApp et ne saurait être tenu responsable de leur contenu.

Les Utilisateurs ont néanmoins la possibilité de signaler tout contenu qui leur semblerait illicite depuis Doog.

### 1.10. Engagements des Utilisateurs

Les Utilisateurs s'engagent à n'utiliser Doog qu'en conformité avec les dispositions des CGU et de la législation en vigueur.

En particulier, les Utilisateurs s'engagent à ce que tout contenu publié par eux sur Doog :

- ne soit pas faux, inexact, trompeur, obscène, diffamatoire ou dénigrant ;
- ne soit pas haineux, menaçant, raciste, xénophobe, pédophile, homophobe, révisionniste, attentatoire à l'honneur ou à la réputation d'autrui ;
- ne soit pas une incitation à la discrimination, à la haine à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes notamment en raison de leur origine, de leur appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion ou faisant l'apologie des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, ou contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- ne soit pas frauduleux ;
- n'implique pas des Biens volés ou contrefaits ;
- ne constitue pas un Bien Interdit ;
- ne porte pas atteinte à des droits de propriété intellectuelle, brevets, marques, dessins et modèles, secrets industriels, ou droits relatifs à la protection de la vie privée ou à tout autre droit de tiers ;
- ne viole aucune disposition légale, réglementaire ou contractuelle et en particulier des obligations issues du droit de la consommation ou de la concurrence déloyale ;

- ne contienne aucun virus ou malware dont le but serait de porter atteinte au bon fonctionnement de Doog ;
- ne contienne pas, dans le descriptif des Biens, de coordonnées postales, bancaires, ou toute autre information relevant de la vie privée d'un Utilisateur ou d'un tiers.

Les Utilisateurs sont les seuls responsables de leur utilisation de Doog vis-à-vis des tiers.

Les Utilisateurs s'engagent à ne commettre aucun acte visant à porter atteinte à la sécurité informatique de Doog.

Les Utilisateurs s'engagent à ne communiquer sur Doog que des informations et données exactes, licites et conformes à la réalité.

### **1.11. Signalement de contenu illicite**

Tout contenu diffusé sur Doog qui serait contraire aux dispositions du présent article pourra faire l'objet d'un signalement auprès de Doog grâce aux boutons de signalement présents sur Doog. Doog pourra également être contacté par courrier électronique à l'adresse suivante :

[help@doog.me](mailto:help@doog.me)

### **1.12. Suppression de contenu illicite**

DoogApp se réserve le droit de supprimer à tout moment, sans préavis ni indemnité, toute annonce d'un Propriétaire portant sur un Bien Interdit ou qui ne serait pas conforme aux CGU et en particulier aux dispositions de l'article 10.1. ci-dessus.

## **ARTICLE 11. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS**

### **1.13. Obligations du Propriétaire**

Le Propriétaire s'engage à ce que tous les renseignements figurant dans une Offre de Location Visible soient exacts et fidèles à l'état réel et aux caractéristiques du Bien, à défaut, le Propriétaire comprend qu'il perdra les bénéfices de l'assurance décrite à l'ARTICLE 12 ci-dessous.

**Le Propriétaire garantit également qu'il est le propriétaire légitime des Biens qu'il met en location dans une Offre de Location Visible et/ou qu'il est autorisé à louer ces Biens.**

Le Propriétaire doit renoncer à louer le Bien si celui-ci est susceptible de présenter un problème technique pouvant impacter son bon fonctionnement, la sécurité des biens, et la sécurité des Locataires ou des tiers.

Par ailleurs, le Propriétaire certifie que les Biens offerts à la location via une Offre de Location Visible sont conformes aux spécifications, caractéristiques ou normes de sécurité nationales, européennes ou internationales en vigueur.

Le Propriétaire accepte de recevoir par e-mail, SMS ou push notifications les Demandes de Location ainsi que les messages et appels des Locataires une fois le Contrat de Location conclu.

Le Propriétaire s'engage à répondre dans les meilleurs délais à toute Demande de Location.

#### **1.14. Obligations du Locataire**

Le Locataire s'engage à respecter les conditions de l'Offre de Location Visible et notamment à payer le Prix de la Location convenu avec le Propriétaire.

Le Locataire s'engage à prendre soin du Bien dont la garde lui est confiée en vertu du Contrat de Location en bon père de famille et s'engage à tout mettre en œuvre pour restituer le Bien dans l'état dans lequel il lui a été confié.

Le Locataire s'interdit de confier le Bien objet du Contrat de Location à des personnes non prévues au Contrat de Location.

Le Locataire est responsable du Bien dont il a la garde et s'engage à en faire une utilisation normale, selon les instructions du Propriétaire et/ou au manuel d'utilisation du Bien.

#### **1.15. Engagements et responsabilité de DoogApp**

DoogApp s'engage à fournir Doog selon les modalités prévues dans les CGU et décline toute responsabilité en cas de dysfonctionnement de Doog qui serait dû à la configuration ou à un défaut de compatibilité ou de connectivité du smartphone de l'Utilisateur ou à des dysfonctionnements qui seraient le fait des fournisseurs d'accès internet et/ou opérateurs de téléphonie mobile de l'Utilisateur.

DoogApp se réserve le droit d'interrompre temporairement l'accessibilité à Doog afin d'effectuer des opérations de maintenance ou améliorer Doog et ne saurait être responsable des désagréments occasionnés à cette occasion.

DoogApp ne saurait être tenu responsable des dommages résultant d'une faute, inexécution ou mauvaise exécution imputable à un Utilisateur, un tiers ou à un cas de force majeure.

DoogApp ne pourra pas non plus être tenu responsable des dommages indirects éventuellement subis par un Utilisateur, notamment mais sans s'y limiter perte de données, de chance ou de réputation.

En tout état de cause, DoogApp n'exerce aucun contrôle de la qualité, la sécurité, la véracité, l'exactitude ou la licéité des Offres de Locations Visibles et/ou des Biens, ni de la capacité des Propriétaires à louer des Biens et ne saurait être responsable des éventuels dommages, notamment mais sans s'y limiter pouvant porter atteinte à la santé, la sécurité ou l'intégrité physique en résultant pour les Locataires.

## ARTICLE 12. ASSURANCE

Dans le cas où un Bien a subi un dommage au cours de l'exécution d'un Contrat de Location, DoogApp offre, par l'intermédiaire de son partenaire AXA France IARD et AXA Assurances IARD Mutuelle une garantie afin de couvrir les dommages matériels causés au Bien et dont la notice est accessible en cliquant [ici](#).

Cette garantie ne pourra excéder la somme de 5000 euros par sinistre à laquelle sera appliquée une franchise de 50 euros par sinistre.

Néanmoins, le vol, la perte ou la disparition du Bien ne sont pas couvertes par l'assurance ainsi désignée.

En cas de sinistre, les Utilisateurs sont invités à contacter DoogApp à l'adresse mail suivante dans les 10 (dix) jours de la survenance du sinistre : [help@doog.me](mailto:help@doog.me).

## ARTICLE 13. IMPÔTS

Les Utilisateurs de Doog sont les seuls responsables des déclarations fiscales portant sur les revenus générés du fait de l'utilisation de Doog ainsi que de l'éventuel paiement des impôts et taxes y afférant sous peine de se voir imposer les pénalités prévues à l'article 1728 du Code général des impôts.

En vertu des dispositions du Code général des impôts, DoogApp adressera aux Utilisateurs avant le 31 janvier de chaque année, un document récapitulant le montant brut des transactions dont elle a connaissance et qu'ils ont perçu, par son intermédiaire, au cours de l'année précédente.

Les Utilisateurs sont invités à prendre connaissance de leurs obligations dans les documents accessibles à l'adresse suivante :

- concernant les obligations fiscales :  
<https://www.impots.gouv.fr/portail/node/10841>

- concernant les obligations sociales :  
<http://www.securite-sociale.fr/Vos-droits-et-demarches-dans-le-cadre-des-activites-économiques-entre-particuliers-Article-87>.

## ARTICLE 14. DROIT DE RÉTRACTATION

Les Utilisateurs acceptent expressément d'accéder à la plateforme Doog avant l'expiration du délai de rétractation dès la conclusion d'un Contrat de Location et renoncent expressément à leur droit de rétractation, conformément aux dispositions de l'article L.221-28,1° du Code de la consommation.

Les Utilisateurs comprennent que le Contrat de Location étant conclu entre deux particuliers n'est pas soumis à l'exercice du droit de rétractation prévu par le Code de la consommation.

#### ARTICLE 15. **DONNÉES PERSONNELLES**

L'utilisation de Doog nécessite la collecte de certaines données à caractère personnel concernant les Utilisateurs. Ces données sont nécessaires pour fournir les services offerts sur Doog et sont destinées à DoogApp et à ses prestataires de paiement et d'assurance situés dans l'Union Européenne.

Les données renseignées par un Propriétaire ou Locataire nécessaires à la conclusion d'un Contrat de Location ou les informations relatives à une Offre de Location Visible et notamment sa géolocalisation sont également susceptibles d'être communiquées aux autres Utilisateurs aux fins de la fourniture des services.

Les données ainsi collectées sont conservées pendant trois ans à compter de la fin de la relation contractuelle entre un Utilisateur et DoogApp.

Conformément à la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, l'Utilisateur dispose d'un droit d'accès, de rectification d'opposition, de droit à la limitation du traitement, d'effacement, d'un droit à la portabilité ainsi que du droit de définir des directives sur le sort de ses données après la mort. L'exercice de ces droits peut être exercé à tout moment auprès de DoogApp par email à [help@doog.me](mailto:help@doog.me)

#### ARTICLE 16. **PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

DoogApp est titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle notamment, sans que cette liste ne soit limitative, les droits afférents aux éléments textuels, graphiques, sonores, vidéographiques, logiciels, bases de données, logos, données, marques, animation, ou de toute autre nature composant Doog.

La création d'un Compte Utilisateur ne confère aux Utilisateurs aucune prérogative sur les éléments listés ci-dessus qui restent en toutes circonstances la propriété de DoogApp.

Toute reproduction, représentation, extraction ou utilisation desdits droits par un Utilisateur sera constitutive d'une faute donnant lieu à des poursuites judiciaires.

## ARTICLE 17. DURÉE ET RÉSILIATION

Les CGU sont valables entre l'Utilisateur et DoogApp pour une durée indéterminée.

### 1.16. Résiliation par un Utilisateur

L'Utilisateur pourra supprimer son Compte Utilisateur à tout moment en suivant la procédure décrite sur Doog.

Toutefois, l'Utilisateur comprend que la simple désinstallation de Doog du smartphone de l'Utilisateur ne suffit pas à entraîner la suppression du Compte Utilisateur.

### 1.17. Résiliation par Doog

Doog pourra, de plein droit, sans que cela ne donne droit à aucune indemnité, suspendre ou résilier un Compte Utilisateur et/ou bloquer toute nouvelle demande d'inscription d'un Utilisateur, pour l'un des motifs suivants, sans préjudice de tout recours ou dommages et intérêts auxquels DoogApp ou des tiers pourraient prétendre :

- Violation grave ou répétée par un Utilisateur des CGU ou de la législation en vigueur et en particulier des dispositions des Articles 10, 11.1. et 11.2. ;
- Publication d'une Offre de Location Visible portant sur un Bien Interdit ;
- Utilisation abusive ou frauduleuse de Doog (spam, etc.) ;
- Non restitution d'un Bien avec plus de 6 jours de retard, soit 144 (cent quarante quatre) heures à compter de la date et de l'heure de restitution convenue dans le Contrat de Location.

La suspension ou résiliation d'un Compte Utilisateur empêche toute utilisation de Doog et prend effet 24 (vingt-quatre) heures après la date et l'heure d'envoi d'une notification par email à l'Utilisateur.

## ARTICLE 18. LITIGES

En cas de réclamation, l'Utilisateur peut saisir un conseiller DoogApp en adressant un courrier électronique à [help@doog.me](mailto:help@doog.me).

## ARTICLE 19. MODIFICATION DES CGU

Toute modification des CGU imposée par une mesure légale ou réglementaire prendra effet dès son entrée en vigueur, sans notification préalable.

En cas de modification des CGU décidée par DoogApp, DoogApp en informera les Utilisateurs par email ou par tout moyen 15 (quinze) jours avant la date de leur entrée en vigueur afin de les inviter à prendre connaissance des nouvelles CGU modifiées.

En l'absence de notification de l'Utilisateur de son refus des nouvelles CGU dans les 15 (quinze) jours suivant la notification par email, il sera réputé avoir accepté ces

modifications. En cas de refus des nouvelles CGU, l'Utilisateur ou Doog pourra résilier à tout moment et sans frais les CGU dans les conditions de l'ARTICLE 17.

#### **ARTICLE 20. CONVENTION DE PREUVE**

Les Utilisateurs, Propriétaires et Locataires comprennent et acceptent que toutes les informations, contenus, fichiers, documents, et tout élément échangé de manière électronique via Doog entre un Propriétaire, un Locataire et le cas échéant, avec DoogApp constituent des preuves valides, recevables, fiables, opposables, et ayant la force probante d'un acte sous seing privé, sauf preuve contraire.

En particulier, les Utilisateurs reconnaissent que l'utilisation d'un code par le Locataire afin de procéder à la signature des documents est présumé être un procédé de signature électronique fiable et confère aux actes sur lesquels la signature est apposée la valeur d'acte sous seing privé, sauf preuve contraire.

De plus, les Utilisateurs, Propriétaires et Locataires s'engagent à ne pas contester la recevabilité, la validité, l'opposabilité, la fiabilité ou la force probante de ces éléments.

#### **ARTICLE 21. GÉNÉRALITÉS**

Dans le cas où l'une des dispositions des CGU serait déclarée nulle ou invalide, ladite disposition sera considérée non écrite, mais les autres dispositions garderont leur entière applicabilité.

#### **ARTICLE 22. LOI APPLICABLE ET JURIDICTIONS COMPÉTENTES**

Les CGU sont soumises aux dispositions de la loi française et relèvent, en cas de litige, de la compétence des tribunaux français.





# CONTRAT CADRE DE SERVICES DE PAIEMENT

Conditions Générales d'Utilisation de Service de Paiement  
*Place de marché*  
*Version 2016*

## Conclues entre

Le Titulaire désigné, d'une part  
et

**LEMON WAY**, SAS au capital de 867 169,89 €, de numéro de SIREN 500 486 915, domiciliée au 14 rue de la Beaune, 93100 Montreuil, en France (ci-dessous appelée "LEMON WAY"), agréée le 24/12/2012 par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Régulation (« ACPR », France, site internet <http://acpr.banque-france.fr/>) 61 rue Taitbout 75009 Paris, en qualité d'Etablissement de Paiement hybride, sous le numéro 16 568 J, d'autre part.

## AVERTISSEMENT

Le Contrat-cadre de services de paiement est composé des présentes CGU, des conditions tarifaires figurant en Annexe A.

Ces documents forment un tout indissociable et régissent les conditions d'utilisation par les Titulaires des Services de paiement fournis par LEMON WAY.

Le Titulaire peut à tout moment les consulter, les reproduire, les stocker sur son ordinateur ou sur un autre support, les transférer par courrier électronique ou les imprimer sur papier de manière à les conserver. Il peut également obtenir gratuitement l'envoi d'un exemplaire par courrier postal à son adresse sur demande expresse auprès de LEMON WAY.

A tout instant, conformément à la loi, il est possible de vérifier l'agrément de LEMON WAY sur le site [regafi.fr](http://regafi.fr), en qualité d'établissement de paiement. Le site internet de l'établissement de paiement LEMON WAY est le suivant : [www.lemonway.fr](http://www.lemonway.fr)

## 1. OBJET

Les présentes « Conditions Générales d'Utilisation de Services de paiement » ou « CGU » sont consultables à tout moment sur le Site Internet (<https://www.LemonWay.fr>). Elles régissent les termes et conditions de l'ouverture d'un Compte de paiement par LEMON WAY au nom du Titulaire et la fourniture de services de paiement. Le Titulaire est invité à les lire avec attention avant de les accepter.

## 2. DÉFINITIONS

Les termes utilisés dans les présentes CGU auront, lorsqu'ils sont utilisés avec la première lettre en majuscule et indépendamment du fait qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, le sens défini ci-après :

- Bénéficiaire : personne physique ou morale désignée par le Titulaire comme destinataire d'un virement provenant de son Compte de paiement. Le Bénéficiaire doit être titulaire d'un compte ouvert dans les livres d'un PSP tiers. Le Bénéficiaire peut être le Titulaire du Compte
- Contrat-cadre : contrat-cadre de services de paiement tel que défini à l'article L.314-12 du Code monétaire et financier conclu entre LEMON WAY et le Titulaire composé des présentes CGU, du



formulaire d'ouverture de compte figurant en Annexe B et des conditions tarifaires figurant en Annexe A

- Compte de paiement : compte ouvert dans les livres de LEMON WAY à l'effet d'inscrire au débit et au crédit les Opérations de paiement, les frais dus par le Titulaire et toute contrepassation en lien avec ses Opérations et de compenser ces montants à la date de leur inscription aux fins de faire apparaître un solde net
- Opérations de paiement : action consistant à verser, transférer ou retirer des fonds à partir ou à destination du Compte de paiement, indépendamment de toute obligation sous-jacente entre le payeur et le Bénéficiaire
- Ordre de paiement : consentement du Titulaire donné suivant le dispositif personnalisé et les procédures convenus entre le Titulaire et LEMON WAY, afin d'autoriser une Opération de paiement
- Partenaire : société commerciale exploitant le Site Partenaire désignée en qualité d'agent de paiement par LEMON WAY pour l'exécution des Services de paiement exposés à l'article 4 des présentes et la commercialisation du Contrat-cadre
- Provision : montant disponible inscrit au crédit du Compte de paiement pouvant être affecté à l'exécution d'Opérations de paiement futures, déterminé par LEMON WAY après prise en compte des Opérations de paiement en cours et du montant de la provision bloquée définie à l'article 5
- PSP tiers : prestataire de service de paiement agréé par une autorité d'un Etat partie à l'Espace Economique Européen ayant ouvert un compte bancaire ou de paiement au nom du Titulaire
- Services de paiement : services fournis par LEMON WAY en application du Contrat-cadre et comprenant l'exécution de virements et l'acquisition d'ordres de paiement par cartes et par virement, ainsi que l'encaissement de chèque
- Site Internet : Désigne le site internet <http://www.lemonway.fr> à partir duquel LEMON WAY propose les Services de paiement
- Site Partenaire ou Site : Désigne le site et/ou l'application exploité par le Partenaire en vue de permettre à des personnes d'acheter et/ou vendre en ligne des biens et/ou des services et dont les coordonnées sont indiquées dans le formulaire d'ouverture de Compte
- Titulaire : Personne physique ou morale disposant d'un Compte de paiement permettant de régler et/ou recevoir le prix des biens et/ou services vendus par l'intermédiaire du Site

### 3. OUVERTURE DE COMPTE DE PAIEMENT

Le Titulaire doit satisfaire la procédure d'ouverture de Compte de paiement ci-après décrite.

#### 3.1 - Déclarations préalables du Titulaire

Le Titulaire, personne morale ou physique majeure capable, déclare expressément avoir la capacité et/ou avoir reçu les autorisations requises pour utiliser les Services de paiement fournis par LEMON WAY et garantir LEMON WAY contre toute responsabilité pouvant résulter pour elle d'une fausse déclaration.

Le Titulaire déclare agir pour son compte. Le Titulaire a l'obligation d'utiliser les services fournis par LEMON WAY de bonne foi, à des fins licites uniquement, et dans le respect des dispositions du Contrat-cadre.

Le Titulaire personne physique déclare être résident en France ou dans l'Espace Économique Européen.

Sous réserve de l'autorisation expresse et écrite de son représentant légal, le mineur de moins de dix-huit (18) ans peut ouvrir un compte de paiement.

A cet effet, les documents d'identification requis seront ceux du représentant légal ayant donné son autorisation expresse et écrite.

Le Partenaire déclare être immatriculé, exercer et commercialiser son activité en France ou dans un Etat partie à l'Espace Économique Européen conformément à l'agrément de LEMON WAY.

Pour tout autre pays de résidence ou d'immatriculation, LEMON WAY se garde la possibilité de ne pas étudier la demande d'ouverture d'un Compte de paiement afin de se conformer au périmètre géographique de son agrément. La liste des pays dans lesquels l'agrément d'Etablissement de Paiement de LEMON WAY est *passéporté* est disponible à tout instant sur le site <https://www.regafi.fr>



Le Titulaire déclare qu'il satisfait à tout moment aux règles VISA et MASTERCARD, notamment en ce qui concerne son activité. Un formulaire de déclaration d'activité et de classification du risque est donné au Partenaire à l'entrée en relation, puis signé par le Partenaire. A tout instant, l'activité doit être légale, et conforme à la nature de l'activité déclarée dans le dit formulaire. Les activités, même légales, non acceptées par LEMON WAY, figurent sur ledit formulaire.

### *3.2 - Transmission des documents d'identification*

Le prospect, personne morale, qui souhaite devenir Titulaire d'un Compte de paiement, transmet notamment les informations suivantes :

- un descriptif de l'activité
- un document K-BIS ou équivalent en droit étranger
- les statuts de la société, certifiés conformes à l'original par le gérant
- un justificatif d'identité et de domicile du mandataire social signataire du Contrat-Cadre
- la liste des personnes détenant plus de 25% du capital de la société

Le prospect constitué sous la forme d'une association et qui souhaite devenir Titulaire d'un Compte de paiement transmet notamment les documents suivants :

- une copie d'une pièce d'identité du mandataire social signataire du Contrat-cadre en cours de validité, lisible et acceptable par LEMON WAY
- un justificatif de domicile du signataire de moins de trois mois (facture eau, gaz, électricité, opérateur de téléphonie fixe ou ADSL ou câble TV, ou justificatif de paiement d'impôt reçu depuis moins de 3 mois, ou quittance de loyer avec mention des coordonnées complètes du bailleur)
- une copie de l'autorisation de l'association
- les statuts de l'association

Le prospect personne physique qui souhaite devenir Titulaire d'un Compte de paiement transmet notamment les documents suivants:

- une copie d'une pièce d'identité lisible et acceptable par LEMON WAY en cours de validité telle qu'une carte d'identité ou un passeport
- un justificatif de domicile du signataire de moins de trois mois (facture eau, gaz, électricité, opérateur de téléphonie fixe ou ADSL ou câble TV, ou justificatif de paiement d'impôt reçu depuis moins de 3 mois, ou quittance de loyer avec mention des coordonnées complètes du bailleur)

Il est précisé que pour tout prospect ou Titulaire les documents suivants pourront être demandés :

- Préalablement à certains virements venant au débit du Compte de paiement, une copie de la 1ère page de l'extrait de compte bancaire attestant de la domiciliation du compte du Bénéficiaire
- A partir d'un certain seuil, la copie d'une deuxième pièce d'identité

Le Titulaire pourra autoriser par écrit ou sur un support durable un tiers à transmettre ces documents pour son compte à LEMON WAY. Il indiquera dans le formulaire d'ouverture de Compte la dénomination sociale de la société commerciale désignée à cet effet. LEMON WAY se réserve le droit de demander tout autre document ou information complémentaire, pour lui permettre d'effectuer les vérifications utiles au respect de ses obligations légales y compris en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Le Titulaire accepte que le Site Partenaire fasse parvenir ces documents à LEMON WAY par courrier électronique (email à [justificatif@lemonway.fr](mailto:justificatif@lemonway.fr)), par transmission informatique et téléversement (upload) sur les systèmes informatiques de LEMON WAY ou par courrier postal à l'adresse de son siège social indiqué en première page.

### *3.3 - Modalités de signature du Contrat-cadre*

Le formulaire d'ouverture de Compte de paiement devra être signé par le Titulaire après avoir pris connaissance des dispositions du Contrat-cadre. A cet effet, il pourra soit apposer sa signature manuscrite sur une version imprimée adressée par courrier postal au siège social de LEMON WAY, soit utiliser le module de signature électronique mis à sa disposition sur le Site Partenaire. Cependant,



si le Titulaire agit dans le cadre de ses besoins professionnels, il pourra lui être proposé d'accepter le Contrat-cadre par tout autre moyen. Ce dernier reconnaît avoir attentivement lu, compris et accepté le Contrat-Cadre dans son intégralité.

#### *3.4 - Acceptation d'ouverture de Compte de paiement*

LEMON WAY peut refuser d'ouvrir un Compte de paiement pour tout motif sans avoir à justifier sa décision. Celle-ci ne pourra pas donner lieu à aucun dommage intérêt.

Le Site Partenaire pourra faire parvenir l'acceptation ou le refus de l'ouverture de son Compte de paiement au Titulaire par envoi d'un Email. Le Titulaire peut à compter de cette acceptation s'identifier sur le Site Partenaire pour constater que son Compte de paiement est ouvert.

### **4. CRÉDITER LE COMPTE DE PAIEMENT**

#### *4.1 - Par chèque, virement ou carte bancaire*

Le Titulaire peut procéder à l'alimentation de son Compte de paiement par virement, par chèque endossé à l'ordre de LEMON WAY ou par carte bancaire à partir d'un compte ouvert à son nom par un PSP tiers en vue de transférer les fonds par virement à destination d'un Compte de paiement d'un autre Titulaire. Ces deux Opérations de paiement sont réputées indissociables.

LEMON WAY peut refuser à tout moment d'accepter un paiement entrant provenant d'une juridiction à haut risque et non coopérative conformément à la déclaration publique du GAFI, de pays considérés comme des paradis fiscaux par l'Union européenne, de personnes figurant sur la Liste Unique de Gels de la Direction générale du Trésor, la Liste de Gels de l'Union européenne ainsi que la Liste de Gels de l'OFAC

LEMON WAY peut refuser l'enregistrement de la carte bancaire ou de paiement ou annuler à tout instant cette sauvegarde par mesure de sécurité. Le Titulaire devra dans ce cas saisir les numéros de sa carte bancaire ou de paiement lors de chaque alimentation de son Compte.

LEMON WAY paramètre des plafonds qui peuvent être plus restrictifs que les plafonds du Titulaire, dans l'intérêt de la protection de ce dernier. Des plafonds uniques, par jour, par mois et par an, ainsi que toutes formes de restrictions, sont appliquées par LEMON WAY pour lutter contre la fraude.

Le Titulaire est informé que toute Opération de paiement risquant d'entraîner un dépassement des plafonds applicables sera automatiquement rejetée par LEMON WAY.

Toute Opération par carte bancaire ou de paiement, qui ferait l'objet d'un impayé, d'un rejet ou d'une opposition verra son montant automatiquement déduit par LEMON WAY du solde net du Compte de paiement. Si le solde net est insuffisant, LEMON WAY est autorisé à utiliser toutes les voies de recours contre le Titulaire en vue de recouvrer le montant dû. En outre, LEMON WAY sera en droit de refuser l'exécution de toutes les futures remises de fonds effectuées au moyen de la carte ayant donné lieu à l'incident.

LEMON WAY répercute, en outre, au débit du Compte de paiement du Titulaire, les Opérations de paiement rejetées et autres amendes qui peuvent être prononcées par VISA ou MASTERCARD.

#### *4.2 - Délais d'inscription des fonds sur le Compte*

LEMON WAY inscrira les fonds résultant de l'acquisition d'un Ordre de paiement par carte ou par virement dans les plus brefs délais et au plus tard à la fin du jour ouvré au cours duquel ils ont été reçus par LEMON WAY conformément au point 4.1

### **5. DÉBITER UN COMPTE DE PAIEMENT PAR VIREMENT**

#### *5.1 - Initier un Ordre de paiement*

LEMON WAY fournit un service de paiement permettant aux Titulaires disposant d'un Compte de paiement de donner instruction à LEMON WAY, d'exécuter un virement sous réserve que la Provision du Compte soit supérieure au montant total du virement (frais inclus). En cas de Provision insuffisante, l'Ordre de paiement sera automatiquement refusé.

La Provision disponible correspond au solde net du Compte de Paiement exclusion faite de la Provision bloquée et des Opérations en cours. Le montant de la Provision bloquée est déterminé par LEMON



WAY en vue de couvrir les éventuelles contrepassations provenant de la contestation d'un Ordre de paiement. Une telle contestation peut intervenir dans un délai de 13 mois à compter du débit en Compte de l'opération.

L'Ordre de paiement devra comporter les informations suivantes :

- le montant en euros
- le nom et prénom du Bénéficiaire
- le numéro de son compte ouvert dans les livres du PSP du Bénéficiaire

Le Titulaire reconnaît que si la devise du Compte de paiement diffère de celle du compte du Bénéficiaire vers lequel va s'effectuer le virement des fonds, des frais de change seront imputés par le PSP du Bénéficiaire. Il appartient au Partenaire et au PSP du Bénéficiaire d'informer le Bénéficiaire avant toute acquisition d'un Ordre de virement du taux de change pratiqué, des frais et des délais d'exécution. Cette information devra être transmise au Titulaire payeur par le Partenaire.

LEMON WAY ne peut être tenu pour responsable si les coordonnées bancaires transmises pour les demandes de virement sont erronées ou non mises à jour.

#### *5.2 - Irrévocabilité d'un Ordre de paiement*

L'Ordre de paiement valablement donné par un Titulaire est irrévocable à compter de la saisie d'un code à usage unique conformément au 5.1, le Titulaire ne pourra donc pas en demander l'annulation. Il est précisé que le Titulaire pourra initier un Ordre groupé comprenant un transfert de fonds par carte initié conformément au point 4.1 ci-dessus et un Ordre de paiement par virement sur le Compte de paiement d'un Bénéficiaire désigné à une date donnée. L'Ordre de paiement sera réputé irrévocable à compter de la saisie des données de la carte telle que décrite au 4.1.

#### *5.3 - Montants des plafonds et limites applicables*

Le Titulaire est soumis aux plafonds standards suivants :

- Si le Titulaire est un Particulier, il est informé que LEMON WAY demandera au Titulaire des documents d'identification complémentaires
- Si le Titulaire est une personne morale, LEMON WAY demandera systématiquement tous les documents d'identification requis avant l'ouverture du Compte de paiement.

Toute Opération de paiement effectuée en absence de documents d'identification sera automatiquement rejetée par LEMON WAY.

D'autres plafonds ou blocages d'Ordre pourront être activés à tout moment par LEMON WAY en cas de risque de fraude

LEMON WAY se réserve le droit de contrepasser une Opération de paiement, si l'opération de transfert de fonds par carte bancaire ou de paiement utilisée pour créditer le Compte de paiement en vue de réaliser cette opération est rejetée ou annulée par l'émetteur de la carte.

#### *5.4 - Délais d'exécution*

Les délais maximaux d'exécution des Services de paiement, conformément à l'arrêté du 29 Juillet 2009, d'application de l'article L.314-2 du Code Monétaire et Financier, sont les suivants :

- une Opération de paiement initiée un jour ouvré sera exécutée au plus tard par LEMON WAY le jour ouvré suivant si elle est réalisée en euros au profit d'un établissement de crédit localisé dans un Etat membre de l'union Européenne ;
- une Opération de paiement initiée un jour ouvré sera exécutée au plus tard par LEMON WAY à la fin dudit jour ouvré si elle est réalisée en euros au profit d'un autre Compte de paiement.

## **6. REPORTING**

### *6.1 - Par opération*

Lorsqu'une Opération de paiement est effectuée, LEMON WAY ou le Site Partenaire envoie automatiquement un email de confirmation de l'Opération au Titulaire ayant initié l'Ordre de paiement. Cet email reprend l'ensemble des informations relatives à l'Opération de paiement qui ont été communiquées à LEMON WAY, telles que : l'identité du Bénéficiaire, le descriptif de l'Opération de



paiement, son montant, la date et l'heure de l'Opération de paiement ainsi que les éventuelles conditions particulières de paiement.

#### 6.2 - Relevés

Toutes les Opérations de paiement sont reprises dans un relevé établi en temps réel pour chaque Compte de paiement. Le Titulaire pourra consulter son relevé auprès du Site Partenaire.

Le Titulaire aura accès aux relevés de Compte de paiement reprenant l'ensemble des Opérations de paiement inscrites au débit et au crédit de ce Compte.

La période de consultation est maintenue pendant deux (2) ans, plus l'année en cours. LEMON WAY conservera sur support électronique d'archivage, pendant les délais réglementaires applicables, les enregistrements et documents des Opérations de paiement effectuées.

### 7. DURÉE DU CONTRAT-CADRE ET DATE D'EFFET

Le Contrat-cadre entre en vigueur au moment de l'acceptation des présentes par le Titulaire et ce pour une durée indéterminée.

Le Titulaire dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires pour renoncer sans frais au Contrat-cadre, s'il répond aux conditions de l'article D 341-1 du Code monétaire et financier pour les personnes morales ou s'il est une personne physique. Ce délai court à compter du jour où le Contrat-cadre est conclu c'est-à-dire le jour où le Titulaire a accepté les présentes Conditions Générales. Pendant ce délai de renonciation, l'exécution du Contrat-cadre ne pourra commencer qu'à la demande expresse du Titulaire. Le Titulaire reconnaît expressément et accepte que toute instruction de paiement adressée à LEMON WAY avant l'écoulement du délai de renonciation, constitue une demande expresse du Titulaire d'exécuter le Contrat-cadre. Le Titulaire ne sera donc pas en droit d'annuler une instruction de paiement qu'il aurait donnée et confirmée pendant le délai de renonciation.

Ce droit de renonciation peut être exercé par le Titulaire sans pénalité et sans indication de motif.

Le Titulaire est tenu de notifier sa décision de renonciation à LEMON WAY par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de LEMON WAY avant l'expiration du délai de quatorze jours. Si le Titulaire n'exerce pas son droit de renonciation, le contrat sera maintenu conformément aux dispositions des présentes Conditions Générales. Il devra pour résilier le Contrat-cadre se conformer aux conditions de résiliation de l'article 19.

### 8. RECLAMATIONS

Les réclamations qui portent sur les relations entre deux Titulaires ou entre un Titulaire et un tiers ne sont pas recevables auprès de LEMON WAY. Seules celles qui portent sur l'absence ou la mauvaise exécution d'une Opération de paiement exécutée par LEMON WAY sont visées par le présent article et par le Contrat-cadre.

Les réclamations (contestations, droits d'opposition, d'accès et de rectification, etc.) peuvent être exercées gratuitement sur demande adressée à LEMON WAY par courrier électronique à l'adresse email suivante : [reclamation@lemonway.fr](mailto:reclamation@lemonway.fr) ou par courrier à l'adresse suivante :

Société LEMON WAY  
Service Réclamation  
14, rue de la Beaune  
93100 Montreuil

Toute contestation ou requête relative :

- à une information communiquée par LEMON WAY en application du Contrat-cadre
- à une erreur dans l'exécution des Services de paiement ou dans son inexécution
- à une erreur dans le prélèvement de commission, taxe ou frais par LEMON WAY

doit être notifiée à LEMON WAY par le Titulaire dans les plus brefs délais à compter du jour où le Titulaire en a eu connaissance ou est présumé en avoir eu connaissance ou dans tout autre délai plus long prévu par des dispositions particulières ou par la loi.

Conformément à la recommandation 2011-R-05 de l'ACPR du 15 décembre 2011, un accusé réception sera envoyé sous dix jours maximum. Les réclamations seront traitées sous deux mois maximum à compter de leur réception.





Un formulaire de déclaration de réclamation est également disponible sur notre site internet : <http://www.lemonway.fr/reclamation>

A défaut d'accord amiable, le Titulaire agissant pour des besoins non professionnels peut s'adresser, par lettre, à un médiateur indépendant, pouvant être saisi gratuitement en cas de litige né de l'application des présentes, le Médiateur de l'AFEPAME, 36 rue de Taitbout 75009 Paris, et ceci sans préjudice des autres voies d'actions légales.

## 9. FRAIS

En contrepartie de la fourniture des Services de paiement au Titulaire, LEMON WAY percevra une rémunération dont le montant et les conditions sont indiqués sur le Site Partenaire dans l'onglet « CONDITIONS TARIFAIRES ». Les tarifs indiqués sont les tarifs finaux et englobent les commissions du Site Partenaire et celles de LEMON WAY. Ils sont entendus hors taxes.

Les factures sont payables par le Titulaire au comptant et sont prélevées sur le Compte de paiement suivant la périodicité indiquée dans les Conditions Tarifaires. Le cas échéant, elles seront prélevées à chaque fin de mois. Elles sont réputées nettes et sans escompte.

Le Titulaire est informé que des frais de traitement des impayés, des rejets ou d'oppositions peuvent être prélevés par LEMON WAY, à hauteur de 15% du montant concerné, sans jamais excéder 20 euros, conformément à l'article L. 133-19 du Code Monétaire et Financier.

Le défaut de paiement à l'échéance d'une facture entraînera le paiement d'un intérêt de retard égal à trois fois le taux de l'intérêt légal (EONIA). Les intérêts sont calculés *pro rata temporis* par période d'un mois (tout mois entamé étant entièrement dû) et sont capitalisés à la fin de chaque année civile.

Les tarifs exposés en Annexe A peuvent être modifiés par LEMON WAY sous réserve de l'envoi d'une notification par tout moyen au Partenaire par LEMON WAY. La modification prendra effet dans un délai de deux mois à compter de l'envoi de la notification au Partenaire. Si le taux de fraude mensuel dépasse 2% en volume, LEMON WAY pourra modifier immédiatement les tarifs par simple notification ou procéder à la résiliation des présentes suivant l'article 19.

## 10. SÉCURITÉ

### 10.1 - Obligation de notification

Le Titulaire a l'obligation d'informer immédiatement LEMON WAY en cas de soupçon d'accès ou d'utilisation frauduleuse de son Compte de paiement ou de tout événement susceptible de mener à une telle utilisation, tels que et de manière non limitative : la perte, la divulgation accidentelle ou le détournement de ses identifiants de Compte de paiement ou une opération non autorisée.

Cette notification doit s'effectuer par l'envoi d'un courrier électronique à l'adresse email suivante : [fraude@lemonway.fr](mailto:fraude@lemonway.fr) et être confirmée par courrier à l'adresse suivante :

Société LEMON WAY  
14 rue de la Beaune  
93100 Montreuil  
France

### 10.2 - Prévention

LEMON WAY fera ses meilleurs efforts pour empêcher toute autre utilisation du Compte de paiement. Le Partenaire dispose également de ses propres moyens de communication sécurisée avec le Titulaire sous sa propre responsabilité.

### 10.3 - Utilisation de cookies

LEMON WAY vous informe que dans le cadre des Services de paiement, des cookies (fichiers envoyés par le serveur LEMON WAY et qui s'enregistrent sur le disque dur de l'ordinateur de l'internaute) pourront être utilisés. Ces cookies servent avant tout à améliorer le fonctionnement du Service de paiement notamment en termes de rapidité.

Le Titulaire est informé qu'il peut refuser les cookies auprès de LEMON WAY dans les paramètres de son navigateur, mais que cela risque d'altérer son utilisation des Services de paiement.



#### *10.4 - Interruption des Services de paiement*

LEMON WAY s'engage à mettre en œuvre tous les moyens raisonnables à sa disposition pour assurer un service permanent. LEMON WAY ne garantit toutefois pas l'accès continu, ininterrompu aux Services de paiement. En conséquence LEMON WAY ne pourra pas être tenue pour responsable du retard et/ou de la non accessibilité totale ou partielle aux Services de paiement, dès lors qu'ils résultent de facteurs échappant au contrôle raisonnable de LEMON WAY.

Le Titulaire est informé que LEMON WAY peut interrompre, occasionnellement, l'accès à tout ou partie des Services pour permettre les réparations, maintenances, ajouts de fonctionnalité,

- en cas de suspicion de tentative de piratage, de détournement de fonds ou de tout autre risque d'atteinte,
- sur demandes ou instructions émanant de personnes ou autorités compétentes habilitées.

LEMON WAY ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages résultants éventuellement de ces suspensions.

Dès la reprise normale du service, LEMON WAY mettra en œuvre les efforts raisonnables pour traiter les Opérations de paiement en attentes dans les meilleurs délais.

#### *10.5 - Opposition au dispositif de sécurité*

Le Titulaire peut faire opposition en contactant LEMON WAY par Email sur [support@lemonway.fr](mailto:support@lemonway.fr) ou par téléphone au numéro : +33 1 48 18 19 30

Un numéro d'enregistrement de cette opposition est créé et est conservé pendant 18 mois. Sur demande écrite du Titulaire et avant l'expiration de ce délai, LEMON WAY lui communiquera une copie de cette opposition.

LEMON WAY ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une opposition qui n'émanerait pas du Titulaire. La demande d'opposition est réputée faite à la date de réception effective de la demande par LEMON WAY ou toute personne mandatée par lui, à cet effet. En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse, LEMON WAY est habilitée à demander un récépissé ou une copie du dépôt de plainte au Titulaire qui s'engage à y répondre dans les plus brefs délais.

LEMON WAY bloquera l'accès au Compte de paiement et rendra inopérants les identifiants de Compte de paiement du Titulaire. De nouveaux identifiants seront transmis au Titulaire, de la même manière qu'ils ont été transmis la première fois lors de l'ouverture de son Compte de paiement.

## **11. RESPONSABILITÉS**

Conformément à l'article L. 133-22 du Code Monétaire et Financier, LEMON WAY est responsable, sous réserve des articles L. 133-5 et L. 133-21 du Code Monétaire et Financier, de la bonne exécution de l'Opération de paiement à l'égard du Titulaire payeur jusqu'à réception des fonds par le PSP tiers du Bénéficiaire. Lorsque LEMON WAY est responsable d'une Opération de paiement mal exécutée par sa faute, LEMON WAY restitue sans tarder son montant au payeur et rétablit le Compte débité dans la situation qui aurait prévalu si l'Opération de paiement mal exécutée n'avait pas eu lieu.

Le Titulaire agissant pour des besoins non professionnels qui souhaite contester une Opération de paiement non autorisée par lui doit contacter le service clients conformément à l'article 8 dans les plus brefs délais suivant sa prise de connaissance de l'anomalie et au plus tard 13 mois suivant l'inscription en Compte de l'Opération de paiement. En cas d'utilisation du dispositif de sécurité, les Opérations de paiement non autorisées effectuées avant la notification de l'opposition sont à la charge du Titulaire agissant pour des besoins non professionnels, dans la limite de 150 euros. Toutefois, la responsabilité de LEMON WAY n'est pas engagée en cas de faute du Titulaire tel qu'un manquement volontaire ou constitutif d'une négligence grave à ses obligations, une transmission tardive de l'opposition ou de mauvaise foi. En cas de détournement de ses données ou contrefaçon, les pertes résultant des Opérations de paiement passées avant l'opposition par le Titulaire agissant pour des besoins non professionnels sont supportées par LEMON WAY, sauf en cas de faute telle que définie ci-dessus. Les Opérations de paiement réalisées après l'opposition du Titulaire agissant pour des besoins non professionnels sont supportées par LEMON WAY sauf en cas de fraude.

LEMON WAY n'est pas en droit d'annuler un Ordre de paiement irrévocable sur demande du Titulaire.





En aucun cas, LEMON WAY n'est responsable des dommages indirects, tels que préjudice commercial, perte de clientèle, trouble commercial quelconque, perte de bénéfice, perte d'image de marque subis par un Titulaire, ou par un tiers, et qui pourraient résulter des Services de paiement fournis par LEMON WAY. Toute action dirigée contre un Titulaire par un tiers est assimilée à un préjudice indirect, et en conséquence n'ouvre pas droit à réparation.

Sauf stipulation contraire des présentes Conditions Générales ou des lois impératives et sans préjudice des autres causes d'exclusion ou de limitation de responsabilité prévues par les présentes, LEMON WAY ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de tout dommage causé par un cas de force majeure ou un événement hors de son contrôle ou de toute mesure ou dispositions législatives prises par les autorités françaises ou étrangères. Sont réputés constituer un cas de force majeure ou un événement hors de son contrôle, notamment, mais sans que cela soit limitatif : une panne d'électricité, un incendie ou une inondation, la grève de son personnel ou d'un de ses sous-traitant ou fournisseurs, un dysfonctionnement des systèmes interbancaires ou de paiement par carte bancaire, guerre, troubles, émeutes ou occupation du territoire par des forces étrangères, négligence d'un tiers dans le sens de la jurisprudence et de la doctrine telles que les personnes responsables de la livraison d'électricité ou des services de télécommunication.

## **12. PROTECTIONS DES FONDS CLIENTS**

LEMON WAY conservera les fonds disponibles inscrits au crédit du Compte de paiement du Titulaire à la fin de chaque jour ouvré sur un compte de cantonnement ouvert auprès des banques partenaires de LEMON WAY .

## **13. DÉCÈS - COMPTE DE PAIEMENT INACTIF - PROCURATION**

### *13.1 Décès*

En cas de décès du Titulaire titulaire du Compte, LEMON WAY doit en être avisée le plus rapidement possible par les ayants droits ou leur mandataire. Si cet avis est donné verbalement, il doit être confirmé par écrit. Dès réception de cet écrit, LEMON WAY veillera à ce qu'aucune nouvelle Opération de paiement ne soit exécutée et procédera à la clôture du Compte.

Si la Provision que LEMON WAY détient au nom du défunt est supérieure aux frais permettant de supporter les coûts de retrait, elle pourra faire l'objet d'un remboursement en faveur des ayants-droits uniquement en cas de production par ces ayants-droits ou leur mandataire des pièces probantes, selon la législation applicable, établissant la dévolution de la succession ainsi que de toute autre pièce que LEMON WAY jugerait nécessaire.

A défaut de virement pour quelle que raison que ce soit, y compris l'absence de production de document probant à LEMON WAY, les dispositions de l'article 13.2 des présentes Conditions Générales s'appliqueront à la Provision.

### *13.2 Compte inactif*

Un Compte de paiement est réputé inactif si :

- (i) le Compte de paiement n'a fait l'objet d'aucune Opération de paiement pendant une période de douze mois au cours de laquelle, hors inscription de débit par LEMON WAY tenant le compte de frais et commissions de toutes natures et
- (ii) le Titulaire titulaire du Compte, son représentant légal ou la personne habilitée par lui ne s'est pas manifesté, sous quelque forme que ce soit, auprès de LEMON WAY, ou
- (iii) à l'issue d'une période de 12 mois suivant le décès du Titulaire. Le Titulaire et ses ayants droit sont informés par les présentes des conséquences qui y sont attachées

Les avoirs inscrits sur le Compte de paiement inactif sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations à l'issue d'un délai de dix ans à compter de la date de la dernière Opération de paiement hors inscription des débits par LEMON WAY tenant le compte de frais et commissions de toutes natures ; sauf en cas de décès du Titulaire du Compte où les avoirs inscrits sur le Compte de paiement inactif sont déposés à la Caisse des dépôts et consignations à l'issue d'un délai de trois ans après la date du décès du Titulaire.



### 13.3 Procuracion

Le Titulaire peut donner à une personne pouvoir d'effectuer sur son Compte de paiement et sous son entière responsabilité les Opérations de paiement telles que définies dans la procuracion. Le formulaire est fourni en ligne sur demande et doit être renvoyé à LEMON WAY. La procuracion ne prendra effet qu'à réception par ce dernier du formulaire dûment complété et sous réserve de l'acceptation par LEMON WAY. Celle-ci sera notifiée par tout moyen. Elle cesse automatiquement au décès du Titulaire. Elle peut être révoquée à l'initiative du Titulaire qui en informe le mandataire et LEMON WAY par lettre recommandée avec avis de réception. La résiliation prend effet à la date de réception de la résiliation par LEMON WAY. Le Titulaire reste tenu des Opérations de paiement initiées pour son compte jusqu'à cette date par le mandataire désigné.

Le Titulaire lève expressément LEMON WAY du secret professionnel relatif aux données du Compte de paiement à l'égard du mandataire désigné par la procuracion.

## 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Aucun droit de propriété intellectuelle relatif à l'utilisation du Service de paiement ou aux prestations rendues par LEMON WAY n'est transféré au Titulaire au titre des présentes Conditions Générales.

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte aux droits détenus par LEMON WAY, en s'interdisant notamment, toute reproduction, ou adaptation de tout ou partie des éléments intellectuels et matériels de LEMON WAY et ses accessoires, et ce quel que soit le support, actuel et futur.

L'ensemble des droits relatifs aux logiciels servant à la réalisation des Services de paiement sont la propriété pleine et entière de la société LEMON WAY. Ils font partie de ses secrets de fabrication et informations confidentielles sans égard au fait que certaines composantes puissent ou non être protégées en l'état actuel de la législation par un droit de propriété intellectuelle.

Les logiciels de LEMON WAY et, le cas échéant, leur documentation, sont reconnus par le Titulaire comme œuvre de l'esprit que lui-même et les membres de son personnel s'obligent à considérer comme telle en s'interdisant de les copier, de les reproduire, de les traduire en toute autre langue ou langage, de les adapter, de les distribuer à titre gratuit ou onéreux, ou de leur adjoindre tout objet non conforme à leurs spécifications.

La marque « LEMON WAY » est la propriété de la société LEMON WAY. Le Titulaire s'engage à ne pas supprimer la mention de la marque « LEMON WAY » sur tout élément fourni ou mis à sa disposition par LEMON WAY, tels que logiciel, document ou bannière publicitaire.

## 15. CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité concernant l'ensemble des techniques, commerciales ou de toute autre nature dont il viendrait à avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du Service de paiement.

Cette obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant la durée de la souscription au Service de paiement et pendant trois ans suivant la date de résiliation du Contrat-cadre. Cette obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui sont ou deviennent publiquement disponibles sans faute du Titulaire.

Les Parties reconnaissent que les Opérations de paiement sont couvertes par le secret professionnel en application de l'article L.519-22 du Code monétaire et financier.

## 16. COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

La société LEMON WAY respecte l'ensemble des dispositions applicables en matière de protection de la vie privée et notamment la loi du 6 janvier 1978 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel telle qu'amendée.

LEMON WAY collecte et conserve les données à caractère personnel que le Titulaire lui a volontairement fournies. Ainsi, sont notamment réputées être des données à caractère personnel relatives à l'identité, numéro de téléphone, adresse email, domicile, numéro de carte ou de compte bancaire, à la transaction ou au virement, à l'adresse IP de l'ordinateur d'une personne physique.

Le Titulaire est informé et accepte que LEMON WAY en sa qualité de responsable du traitement collecte procède à des traitements sur ses données personnelles à des fins de :

- respect de toute disposition légale ou réglementaire applicable, notamment en matière de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme



- traitement/gestion et archivage des Opérations de paiement
- de contrôle et de prévention des incidents et irrégularités (lutte contre la fraude et tout autre type d'abus)
- de gestion centrale de la clientèle
- de traitement des demandes du Titulaire
- de réalisation de tests, statistiques et sondages
- de formation du personnel affecté à la réalisation des Services de paiement
- du contrôle de la qualité du service
- et de proposition de nouveaux services

Le Titulaire est informé que ses données personnelles peuvent être enregistrées dans un ou plusieurs fichiers dans le respect de la législation applicable et accepte que les données collectées soient enregistrées et traitées conformément aux finalités précédemment énoncées.

Le Titulaire accepte que les données personnelles strictement nécessaires à la réalisation d'une au moins des finalités mentionnées ci-dessus ou à ce qui est requis en vertu de la réglementation applicable, soient communiquées par LEMON WAY :

- aux sous-traitants et prestataires de services externalisés dont l'intervention est nécessaire
- au Partenaire
- aux Bénéficiaires d'une Opération de paiement
- aux partenaires commerciaux de LEMON WAY

Le Titulaire accepte que la communication de ses informations personnelles aux personnes susvisées puisse se faire, conformément aux conditions précédemment définies, vers un autre pays de l'Union Européenne et également vers un pays non membre de l'Union Européenne qui garantit un niveau de protection adéquat eu égard à la loi précitée.

Le Titulaire a un droit d'accès aux données personnelles le concernant et est informé qu'il peut consulter à tout moment les informations qu'il a communiquées à LEMON WAY. Le Titulaire a le droit d'obtenir la rectification des données inexactes qui le concernent.

Le droit d'opposition du Titulaire peut être exercé auprès de LEMON WAY pour les traitements envisagés relatifs à des Services de paiement ou à d'autres produits ou services promus par LEMON WAY.

Les droits d'opposition, d'accès et de rectification peuvent être exercés gratuitement sur demande adressée à LEMON WAY par courrier électronique à l'adresse email suivante :

reclamation@lemonway.fr ou par courrier à l'adresse suivante :  
Société LEMON WAY  
Service Réclamation  
14, rue de la Beaune  
93100 Montreuil

## **17. CONVENTION DE PREUVE**

Les communications effectuées par le biais de courrier électronique sont des modes de communication valablement admis à titre de preuve par le Titulaire et LEMON WAY.

Toutes les informations enregistrées dans les bases de données informatiques de LEMON WAY relatives notamment aux Ordres et Opérations de paiement, ont, jusqu'à preuve du contraire, la même force probante qu'un écrit signé sur un support papier, tant en ce qui concerne leur contenu qu'en ce qui concerne la date et l'heure à laquelle ils ont été effectués et/ou reçus. Ces traces inaltérables, sûres et fiables sont gravées et conservées dans les systèmes informatiques de LEMON WAY.

Les documents de LEMON WAY reproduisant ces informations, ainsi que les copies ou reproductions de documents produits par LEMON WAY ont la même force probante que l'original, jusqu'à preuve du contraire.

## **18. BLOCAGE DU COMPTE**

La suspension temporaire et immédiate d'un Compte de paiement peut être prononcée par LEMON WAY pour toute raison à l'appréciation de LEMON WAY et notamment :

- si le Titulaire n'a pas respecté les dispositions du Contrat-cadre,



- si le Titulaire a fourni à LEMON WAY des données d'identification inexactes, périmées ou incomplètes,
- en cas de risque de fraude, de blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ou de risque pouvant affecter la sécurité du Compte de paiement,
- cas de risque sensiblement accru d'incapacité par le Titulaire de s'acquitter de son obligation de paiement,
- en cas de réception par LEMON WAY d'un nombre important de remboursement, d'annulation d'Ordres ou de contestation pour Ordres non autorisés.

Cette décision est motivée et notifiée au Titulaire par tout moyen. La suspension du Compte de paiement ayant pour objet de protéger le Titulaire, elle ne pourra en aucun cas donner lieu au versement de dommages intérêts au profit de ce dernier.

La réactivation du Compte de paiement se fera à la discrétion de LEMON WAY.

En fonction de la gravité du manquement au Contrat-cadre et notamment si le Bénéficiaire a vendu des Produits illicites, LEMON WAY se réserve le droit de résilier le Contrat-cadre conformément aux dispositions de l'article 19.

## **19. RÉSILIATION DU CONTRAT-CADRE**

Le Titulaire peut résilier de plein droit le Contrat-cadre qui emportera clôture de son Compte de paiement par lettre recommandée avec avis de réception suivant le respect d'un préavis d'un mois. Il doit maintenir une Provision suffisante pour assurer la bonne fin des Opérations de paiement en cours pendant le délai nécessaire à leur dénouement et le paiement des frais dus par lui.

LEMON WAY peut résilier de plein droit le Contrat-cadre qui emportera clôture de son Compte de paiement par lettre recommandée avec avis de réception suivant un préavis de deux mois.

En cas de manquement grave d'une Partie, le Contrat-cadre peut être résilié avec effet immédiat par simple notification écrite par l'autre Partie. Il est entendu par manquements graves réalisés par le Titulaire : communication de fausses informations ; exercice d'activité illégale, contraire aux bonnes mœurs, de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ; menaces à l'encontre de préposés de LEMON WAY ou du Site Partenaire ; défaut de paiement ; irrespect d'une obligation du Titulaire au titre des présentes ; résiliation des relations entre le Titulaire et le Site Partenaire ; surendettement ou pour les personnes morales nomination d'un mandataire ad hoc, d'un administrateur judiciaire, ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation. Il est entendu par manquements graves réalisés par LEMON WAY : communication de fausses informations ; irrespect d'une obligation au titre des présentes ; nomination d'un mandataire ad hoc, d'un administrateur judiciaire, ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation.

En cas de modification de la réglementation applicable et de l'interprétation qui en est faite par l'Autorité de régulation concernée affectant la capacité de LEMON WAY ou de ses mandataires à exécuter les Opérations de paiement, le Contrat-cadre sera automatiquement résilié. Le Titulaire ne pourra plus transmettre d'Ordre de paiement à compter de la date d'effet de la résiliation. Le Compte pourra être maintenu pendant une durée de 15 mois à l'effet de couvrir les éventuelles contestations et réclamations ultérieures. Les Opérations de paiement initiées avant la date d'effet de la résiliation ne seront pas remises en cause par la demande de résiliation et devront être exécutées dans les termes du Contrat-cadre.

La résiliation du Contrat-cadre entraîne la clôture définitive du Compte de paiement. La clôture d'un Compte de paiement ne pourra donner lieu à aucune indemnité quels que soient les éventuels dommages occasionnés par la fermeture de ce Compte de paiement. Le Titulaire dont le Compte a été clôturé par LEMON WAY n'est pas autorisé, sauf accord exprès de LEMON WAY, à ouvrir un autre Compte de paiement. Tout Compte de paiement ouvert en violation de cette disposition pourra être immédiatement clôturé par LEMON WAY, sans préavis.

La Provision sur le Compte de paiement objet de la clôture donnera droit à un virement au profit du Titulaire de ce Compte suivant ses instructions sous réserve des Opérations de paiement en cours et



des éventuels impayés, rejets bancaires ou oppositions à venir. Si un successeur est désigné par LEMON WAY, il pourra être proposé au Titulaire de clôturer son Compte de paiement et de transférer la Provision sur un nouveau compte de paiement ouvert dans les livres de l'établissement désigné comme successeur.

LEMON WAY se réserve le droit de demander en justice réparation du préjudice qu'elle aurait subi du fait de la violation du Contrat-cadre. La clôture du Compte de paiement pourra donner lieu à des frais dans la limite de l'article L. 314-13 du Code Monétaire et Financier.

## **20. MODIFICATION DU CONTRAT-CADRE**

Tout projet de modification du Contrat-cadre est communiqué sur support papier ou sur un autre support durable au Titulaire au plus tard deux mois avant la date d'application proposée pour son entrée en vigueur.

En l'absence de contestation écrite par lettre recommandée avec avis de réception adressée à LEMON WAY par le Titulaire avant l'expiration de ce délai de deux mois, ce dernier est réputé avoir accepté ces modifications. En cas de refus de la modification proposée, le Titulaire peut résilier sur demande écrite le Contrat-cadre sans frais, avant la date d'entrée en vigueur proposée de celle-ci. Cette demande n'affecte pas l'ensemble des débits (frais, cotisations, paiement) dont le Titulaire reste redevable.

## **21. GENERALITES**

Au cas où des formalités administratives seraient nécessaires au titre de l'exécution des présentes Conditions Générales, LEMON WAY et le Titulaire se prêteront mutuelle assistance pour la régularisation de ces formalités.

Si l'une quelconque des stipulations non substantielles des Conditions Générales est nulle au regard d'une règle de droit en vigueur, elle sera réputée non écrite, mais n'entraînera pas la nullité des présentes Conditions Générales.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre Partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et l'une quelconque des clauses des Conditions Générales il ne sera pas tenu compte des titres.

## **22. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTIONS**

Les présentes Conditions Générales sont régies par le droit français.

Sauf disposition impérative contraire, tout litige relatif à leur exécution, leur interprétation ou sa validité, sera porté devant les cours et tribunaux compétents et à défaut de Paris.